

**A l'occasion du CSN de l'INRA (Conseil Scientifique National de l'Institut National de la Recherche Agronomique) du 27 novembre 2009, le responsable de l'AERES (Agence d'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur) pour les établissements de recherche (dont les EPST, Etablissements Publics à caractère Scientifique et Technologique) a présenté le rapport d'évaluation de l'INRA<sup>1</sup>. En réponse, l'observateur CGT-INRA a fait entendre les préoccupations du personnel.**

➡ Tout d'abord, il a rappelé le désaccord de fond de la CGT-INRA sur la mise en place de l'AERES qui n'est qu'un des aspects de la réforme contre la recherche de 2005. La politique gouvernementale de recherche et d'innovation vise à focaliser l'ensemble des organismes au service de la guerre économique que se livrent les grands groupes privés, sur quelques créneaux jugés rentables.

Ce rapport et cette commission d'évaluation en portent particulièrement la marque, ainsi que la composition même en témoigne : pas moins de trois grands groupes privés (Total, Nestlé et Bongrain) sur dix membres (au lieu de un en général pour les organismes de type EPST ou EPIC, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial) et un représentant recommandé par la FNSEA (Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles).

Le **conflit d'intérêt** est ainsi évident : la présence d'un directeur de Nestlé par exemple alors même que la direction de l'INRA avait signé un accord stratégique avec ce groupe il y a deux ans. La présence de Total est également exemplaire au moment où l'INRA relance sa politique sur les agro-carburants.

➡ En réalité, ce rapport peut être caractérisé comme « l'annexe à la lettre de mission de notre PDG » tellement **les conclusions de la commission épousent étroitement les orientations les plus saillantes de la réforme (déjà) en cours à l'INRA !**

On trouve en effet dans ce rapport tous les éléments essentiels du vaste plan de réorganisation de l'Institut au service de la compétition internationale, après la mise en place du consortium Agreenium qui constitue le premier temps de cette démarche :

- Satisfecit pour la mise en place d'Agreenium (alors que le système n'a même pas commencé à fonctionner)
- Appel à simplifier le dispositif, et à réduire le nombre de départements
- Appel à les priver de leurs moyens de gestion de la recherche
- Appel à "simplifier" l'administration et fusionner les centres administratifs
- Réduction de l'analyse de l'impact de l'INRA sur le seul aspect économique, (souligné deux fois dans le rapport) oubliant le social et l'environnemental,
- Appel à concentrer au niveau de la DG et à normaliser les procédures de partenariat avec l'aval

**Etant donné son angle d'observation et le choix des interlocuteurs de l'INRA qu'elle a choisis, et suite à sa lecture sans recul du document d'autoévaluation de l'INRA élaboré par la Direction Générale elle-même, la commission a finalement été aveugle sur l'état réel de l'organisme.** Pour ne prendre qu'un exemple : comment la commission a-t-elle pu écrire que le mode de financement non reconductible mis en place ne soulevait aucune protestation ??? Où a-t-elle perçu que la DG favorisait les carrières des agents ?

➡ Enfin, il s'agit de proposer **que la stratégie de l'INRA soit élaborée par une structure extérieure** du fait de l'incapacité du CSN à assurer cette tâche. Il est même prévu explicitement la **création d'un comité d'orientation stratégique**. C'est-à-dire le titre même de l'organe d'orientation d'Agreenium, qui aura en effet cette tâche.

**La CGT-INRA réitère sa conviction que  
seule une organisation basée sur la science et les départements  
(départements renforcés dans toutes leurs prérogatives) permettra à  
l'INRA d'assumer pleinement ses missions de service public de la recherche  
agronomique indépendant des lobbies extérieurs.**

<sup>1</sup> Rapport d'évaluation de l'Inra par l'AERES accessible sur notre site : <http://www.inra.cgt.fr/actualites/tracts/Eval-Inra-Aeres-nov2009.pdf>